

Annexe 4 – Analyse des risques du système PING – version du 30 décembre 2024

1. Présentation

Fonctions	<p>Le système PING permet, via un portail et un serveur de web services sur internet, la collecte d'informations sources, le traitement, l'élaboration et la diffusion des informations nautiques officielles destinées aux usagers, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les avertissements de navigation (info urgente) - Les avis aux navigateurs (info rapide) - Les corrections aux cartes marines et ouvrages nautiques, ou leurs références (info rapide) <p>Il permet également la diffusion de la réglementation nautique (zones réglementées) pour en améliorer la visibilité et la lisibilité.</p> <p>Le système PING participe à la sécurité de la navigation et à la prévention des accidents dans le cadre de l'action de l'Etat en mer. Cela engage la sécurité des personnes et des biens, la protection de l'environnement, l'économie maritime. Cela engage la responsabilité des services en charge de l'information nautique officielle.</p> <p>Le système PING est le moyen primaire pour la promulgation des avertissements de navigation et des avis aux navigateurs. A ce titre PING sera un système d'information sensible.</p>
Données	<ul style="list-style-type: none"> - Informations sources remontées impactant la navigation (texte, localisation, pièces-jointes de toute nature par les agents de services (services de l'Etat, ports, ...) et par les usagers, - Informations sur les utilisateurs (identité – coordonnées de contact – service d'appartenance – navire - ...), données utilisateurs nécessaires à certaines services avancés (abonnement aux avertissements sur une route prévue ...), - informations de traitement et de gestion, - informations nautiques (officielles) en cours d'élaboration ou publiées, - règlements (arrêtés) en projet (non public) ou publiés (parfois en diffusion limitée, notamment lorsqu'ils contiennent des données personnelles)
Démarches administratives (RGS, RGPD)	<p>Le système permet à l'utilisateur de remonter des informations aux autorités (signalement d'un danger, signalement d'une anomalie sur une carte...) et d'être informé des suites données, de consulter les informations nautiques. Ceci peut se faire via le portail PING ou via des systèmes tiers. Dans des versions ultérieures, le système</p>

	pourrait permettre d'accès à des services payants.
Utilisateurs	Les agents des services partenaires, les usagers, les systèmes clients

2. Besoins de sécurité

Disponibilité	<p>Le système doit fonctionner H24, J365. Une indisponibilité de l'information nautique urgente en vigueur excédant 15 minutes pourrait impacter la sécurité de la navigation.</p> <p>Réglementairement une information urgente « vitale » doit être diffusée dans un délai inférieur à 30 minutes après réception de l'information source.</p>
Intégrité	<p>Les informations nautiques officielles délivrées par PING doivent être claires. Elles doivent pouvoir être exploitées sans aléa par leurs destinataires.</p> <p>L'information nautique diffusée résulte de la collecte et du traitement d'informations sources normalement sincères. Les opérateurs impliqués dans la production des informations nautiques analysent les informations reçues, en vérifient si besoin et si possible l'exactitude. Une source d'informations insincères ou inappropriées (ex : signalements fantaisistes) et les informations elles-mêmes doivent pouvoir être neutralisées.</p> <p>La réglementation nautique doit être clairement exposée aux usagers.</p> <p>Les données et services sont exploités par de multiples systèmes clients et doivent donc être conformes aux spécifications de services et de données.</p> <p>L'origine et la conformité des informations officielles doit être indiquée, voire garantie.</p> <p>Les données et services ne doivent pas être corrompus ou falsifiés ou détournés. Il doit être impossible d'introduire ou de diffuser par malveillance de fausses informations, notamment en les faisant passer pour officielles, en usurpant le rôle d'un acteur enregistré ou par le biais d'une autre faille. Seuls des acteurs autorisés peuvent promulguer des informations officielles et publiques.</p> <p>Les altérations doivent être détectées et pouvoir être corrigées.</p>
Confidentialité	<p>Chaque utilisateur ou groupe d'utilisateurs à un rôle défini en termes de droits de lecture, droits d'écriture, droits d'administration, via des fonctions adaptées à son profil.</p> <p>Les informations ne sont pas classifiées. Les informations ne sont</p>

	<p>pas <i>Diffusion Restreinte</i>.</p> <p>En principe, les informations remontées, les informations de traitement et de gestion, les informations officielles en cours d'élaboration sont réservées aux services de l'Etat : PING est un espace de partage et coordination entre les services de l'Etat. Cet espace leur est réservé. Il peut être ouvert à l'extérieur de manière limitée et contrôlée. Ainsi, un usager peut accéder aux informations qu'il a remontées et être informé de certaines phases du traitement. Les services de l'Etat peuvent aussi vouloir partager occasionnellement certaines informations avec certaines entités non étatiques.</p> <p>Les informations sur un utilisateur sont en règle générale réservées aux services de l'Etat et à l'utilisateur.</p> <p>Il n'y a pas véritablement d'enjeux économiques ou stratégiques attachés à l'accès aux données.</p>
Authentification	Des services-fonctions de PING sont en libre accès sur le portail. D'autres nécessitent une identification voire une authentification de l'utilisateur (promulgation d'une information officielle par un agent de l'Etat qualifié). A fins de traçabilité, une création de données s'accompagne de l'enregistrement daté de son auteur.
Preuve	Une fonction du système est d'assurer la traçabilité du recueil, du traitement des informations, de la diffusion des informations nautiques et réglementaires ; en identifiant les auteurs des actions (le système pouvant aussi être à l'origine d'une action automatisée) et indiquant les dates et les délais. On doit pouvoir apporter la preuve des actions par exemple lors d'une enquête après un accident de navigation.

3. Niveau des impacts en cas de défaillance

Impacts directs : graves

Disponibilité	<p>Retard dans la promulgation des informations nautiques nouvelles, particulièrement critique pour les informations nautiques urgentes, dont les informations vitales.</p> <p>Retard dans la diffusion des informations nautiques en vigueur, particulièrement critique pour les informations nautiques urgentes.</p> <p>Subséquemment, risque d'accidents de navigation.</p> <p>Retard dans l'information des services et pénalisation du partage et de la coordination des acteurs.</p> <p>Manque de visibilité et de lisibilité de la réglementation nautique.</p>
---------------	--

Intégrité	<p>Information source ou information nautique ou réglementation nautique erronée ou non exploitable ou avec risque de mauvaise interprétation.</p> <p>Dysfonctionnement des systèmes clients.</p> <p>Propagation de fausses informations désorganisant le trafic maritime, les opérations en mer, les actions des acteurs – diffusion de contenus inappropriés ou illicites portant atteinte à l'image des services de l'Etat.</p>
Confidentialité	Divulgaration d'informations personnelles, d'informations réservées qui n'intéressent que les services de l'Etat ou d'autres entités partenaires.

Impacts indirects : significatifs

Disponibilité	Atteinte à la crédibilité du système et altération du niveau de confiance dans un système de sécurité, atteinte à la crédibilité des services, de l'action de l'Etat en mer. Engagement de la responsabilité des services concernant l'information nautique. Non adhésion des services et des usagers à ce système collaboratif.
Intégrité	Atteinte à la crédibilité du système et altération du niveau de confiance dans un système de sécurité, atteinte à la crédibilité des services, de l'action de l'Etat en mer. Engagement de la responsabilité des services concernant l'information nautique. Non adhésion des services et des usagers à ce système collaboratif. Désorganisation du service PING, perte de temps des acteurs.
Confidentialité	Insatisfaction des usagers ou des services. Actions inappropriées.